

Correspondance : 72 rue de la République – 76800 SAINT ÉTIENNE DU ROUVRAY

Blog : www.convergence-nationale-rail.fr

Courriel: convergence.rail@hotmail.fr

Tél. 06 14 71 57 93

Le rapport de la « Commission Duron » (ci-joint) ouvre une large voie vers un démantèlement total du ferroviaire français.

Chacun pourra, dans les « fiches » qui leur sont consacrées, analyser la façon dont les lignes de sa région ont été mises à mal.

Il importe aussi de considérer ce rapport dans son ensemble et de constater ainsi qu'il est faussé

- 1- Dès le départ, dans son analyse du fonctionnement (ou des dysfonctionnements des TET). Oui, les trains « Intercités » ne fonctionnent pas bien, les TER non plus, le fret n'est qu'une catastrophe et les TGV le seront bientôt si l'on continue. À qui la faute ? « quand on veut tuer son chien, on lui inocule la rage » et c'est ce qu'ont fait conjointement la SNCF devenue entreprise capitaliste et l'État qui n'a pas assuré son rôle de garant du Bien national. On a ainsi laissé volontairement se dégrader le réseau en n'entretenant pas les voies, en ne remplaçant pas les matériels, en adoptant des plans de circulation aberrants, en diminuant le personnel qualifié, en pratiquant une tarification opaque et abusivement en hausse (+40% en 12 ans !!)... mais cela le rapport omet de le dire ... pire, il encourage à poursuivre dans cette voie !
- 2- En son sein même, le rapport n'est pas exempt de contradictions ! Nous en relèverons trois, qui ne sont sûrement pas les seules :
 - Page 26. Le rapport nous dit « *Or, si aujourd'hui le rôle de l'opérateur historique, opérateur des lignes TET comme des lignes TER, permet de maintenir une certaine cohérence entre les différents services au bénéfice des usagers, il n'en sera pas de même demain avec l'ouverture à la concurrence des différents services ferroviaires de voyageurs. Chaque opérateur sera amené à chercher à capter les flux de trafic les plus importants pour réduire sa demande de subvention, au détriment de la construction d'une offre cohérente répondant aux besoins de mobilité.* » C'est nous qui soulignons... **cette incohérence avec la volonté d'appeler à l'accélération de l'ouverture à la concurrence !**
 - Page 42. Parlant des propositions de la SNCF du 27 janvier (nommées « ces évolutions », que la CNR avait en leur temps dénoncées, le rapport nous dit : « *Dans ces deux cas, la commission estime que les conséquences de ces évolutions ne seraient pas acceptables en raison des suppressions de dessertes et d'arrêts induites, et du renoncement à développer certains potentiels de trafic* ». C'est pourtant **ce que reprend la commission en**

massacrant nombre de lignes, quasiment toutes celles de nuit en particulier !

- Page 54. Parlant des personnels, le rapport dit : « *Une attention particulière devra être portée à la situation des personnels exploitant actuellement le service* »... moyennant quoi, « l'attention particulière » de la commission consiste en une préconisation de la concurrence comme moyen « d'émulation » pour **accroître la productivité**, avec éventuellement « transfert des personnels » vers les structures privées !

Tout cela pour nous mener vers les solutions libérales qui s'appuient sur le désengagement de l'État, le transfert aux régions, le remplacement des trains par des cars, l'ouverture à la concurrence, la recherche à tout prix de la productivité, la tarification flexible, la maintenance des matériels par les constructeurs...

... autant de fausses solutions destinées avant tout à dissuader les citoyens de prendre le train !

Un train qui pourtant, en cette année qui doit se conclure par une conférence environnementale (sommet mondial sur le climat : « COP 21 »), devrait voir son efficacité renforcée afin de se déployer harmonieusement sur tout le territoire. Encore une fois, nos gouvernants se contentent de culpabiliser les citoyens dans leur pratiques quotidiennes, tout en proclamant de façon éhontée : « faites ce que je dis ... et ne faites pas ce que je fais ! »

C'est pourquoi, une nouvelle fois, Convergence Nationale Rail rappelle ses préconisations en matière ferroviaire. Ces préconisations devraient être celles d'un pays démocratique soucieux du bien-être de ses citoyens, de leur liberté (en l'occurrence de circuler), de leur égalité (dans les possibilités d'accès au train, en particulier financièrement), de leur fraternité (dans la pratique d'un véritable partage au sein de la nation). Au lieu de cela, le rapport de la Commission Duron ne nous propose que des restrictions de circulations, des mises en danger sur les routes, des disparités accrues dans le traitement social de la Nation, des égoïsmes circonstanciels dans le cadre de nos futures « grandes » régions !

Convergence Nationale Rail réitère sa demande :

- Le rétablissement d'un Service Public Ferroviaire unifié, sous l'égide la Nation
- Une couverture ferroviaire nationale de tout le territoire français, sous la responsabilité unique d'un seul opérateur national
- Une plus grande accessibilité au train pour tous : des liaisons, des dessertes, des correspondances appropriées entre des réseaux ferroviaires dépendant d'un seul Service Public National
- Une tarification socialement accessible à tous les citoyens
- Une amélioration de la qualité des services en termes de confort, de régularité, de sécurité, de sûreté...
-

Il y a urgence à arrêter le « train fou de la libéralisation » et à conquérir les services publics du XXIème siècle comme alternatives à l'austérité et créateurs de richesses. C'est cette conception moderne que portera la CNR avec de nombreuses forces progressistes les 13 et 14 juin prochain à Guéret.